



**DOSSIER DE PRESSE**

# 4<sup>E</sup> FORUM MONDIAL DES DROITS DE L'HOMME

*Face à la crise, les droits de l'Homme ?*

**NANTES - FRANCE** 28 JUIN - 1<sup>er</sup> JUILLET 2010  
LA CITE - NANTES EVENTS CENTER

*Des principes universels à l'action locale*

#### Contacts presse

#### Agence VILLAGE RP

Rachel Bornais - r.bornais@village-rp.com - 01 40 22 60 95

Samia Debeine Bounoua - s.debeine-bounoua@village-rp.com - 01 40 22 61 90

secrétariat international permanent  
droits de l'homme et gouvernements locaux  
nantes, pays de la loire, france

**Cité**  
La  
NANTES EVENTS CENTER



**EDITO**  
**EDITO**

*"Le 4<sup>e</sup> Forum mondial des droits de l'Homme s'inscrit dans le contexte de la crise mondiale. Une crise qui menace les droits de l'Homme, mais une crise qui replace la valeur de l'Homme – dont le travail n'est pas une marchandise - au cœur des préoccupations. Plus que jamais, un tel Forum est nécessaire pour réfléchir ensemble à la place des droits de l'Homme, en France, comme en Europe et dans le monde. La mode est de dénoncer la « pensée unique » des droits de l'hommes mais, face aux menaces du repli identitaire et du relativisme culturel, comment nier que seuls les droits de l'Homme sont en mesure de permettre un vivre ensemble à l'échelon local comme à l'échelle mondiale."*

**Emmanuel DECAUX**

Professeur de droit international à l'Université Paris II Panthéon-Assas  
Président du Secrétariat international permanent du Forum mondial des droits de l'Homme (Nantes).

*Extrait de l'éditorial du programme (lire en document joint).*

# FORUM MONDIAL DES DROITS DE L'HOMME DE NANTES

## UN ESPACE INEDIT POUR TOUS LES ACTEURS DES DROITS DE L'HOMME

### RASSEMBLER TOUS LES ACTEURS SUR UN MEME PIED D'EGALITE

#### A l'origine...

Le Forum mondial des droits de l'Homme de Nantes a été créé en 2004 à l'initiative du secteur des sciences humaines et sociales (SHS) de l'UNESCO, alors dirigé par Pierre Sané.

Depuis sa création la vocation du Forum a été de soutenir et de renforcer les réseaux d'acteurs (politiques, experts, dirigeants d'ONG, universitaires, etc.) impliqués dans la protection, le respect et la mise en œuvre des droits de l'Homme.

Le Forum de Nantes est organisé depuis 2008 par le Secrétariat international permanent *Droits de l'Homme et gouvernements locaux* et réuni aujourd'hui près de 2500 acteurs et militants venus du monde entier.

#### Le Forum, une mobilisation de tous les acteurs privés et publics

Tous les 2 ans, à Nantes, le Forum mondial des droits de l'Homme ouvre un large débat public sur les questions cruciales pour l'actualité et l'avenir des droits de l'Homme.

Gratuit et ouvert à tous, il n'a pas d'équivalent dans le monde et représente l'un des rares moments dans l'agenda international où militants, représentants d'ONG et d'OIG, universitaires, professionnels du droit, élus politiques, responsables d'entreprises se retrouvent sur un même pied d'égalité pour évoquer ensemble les droits humains.

#### A quoi sert le Forum ?

Au travers de discussions intenses, d'échanges d'idées, de partage des connaissances et de bonnes pratiques, le Forum permet à chacun des participants de renforcer et d'élargir son réseau de connaissances. Au cours des débats et tables rondes organisées, l'ensemble des acteurs présents tente de proposer les réponses les plus adéquates et les plus efficaces aux défis qui sont lancés à la protection et à la défense des droits de l'Homme et de réfléchir à leurs mises en œuvre sur le terrain sous la forme de partenariats inédits.

### RESULTAT DE L'ETUDE GRAND PUBLIC : LES DROITS DE L'HOMME DANS LE MONDE AUJOUR'HUI

A l'occasion du Forum mondial des droits de l'Homme, l'Institut iSAMA a réalisé, auprès d'un échantillon représentatif de la population française (méthode des quotas), une enquête portant sur la perception des droits de l'Homme dans le monde par les Français. 1007 personnes âgées de 18 ans et plus ont été interrogées par téléphone du 4 au 5 juin 2010.

#### ANALYSE...

En une période bouleversée par la crise financière, avec ses conséquences dévastatrices, l'actualité des Droits de l'Homme n'a rien d'évident. En effet, les citoyens ont-ils encore la volonté de s'en préoccuper, soucieux qu'ils sont de leur avenir social immédiat ? Le sondage réalisé par l'institut iSAMA pour Droits de l'Homme et gouvernements locaux permet d'établir quelques repères solides, et parfois inattendus, sur ce point.

#### 1. Un diagnostic sans complaisance

D'un problème que l'on ne souhaite plus aborder, la meilleure façon de s'en débarrasser est de nier sa réalité. L'opinion publique française refuse cette facilité sur la question des droits de l'Homme dans le monde, 42% considérant que leur situation se dégrade et 40% qu'elle n'évolue pas, contre seulement 16% qui voient une amélioration. La sévérité du diagnostic est peu ou prou partagée dans toutes les catégories d'analyse considérées.

#### 2. Le nouveau paysage des menaces

Le regain d'intérêt de l'opinion publique française pour les Droits de l'Homme, dans le courant des années 1970, s'était fait avant tout sur la dénonciation des abus du pouvoir politique, soit à l'Est, contre les dissidents notamment, soit à l'Ouest, avec la répression en Amérique latine. Dans ces deux cas emblématiques, la menace était avant tout l'oppression policière ou les exactions militaires.

Toute autre est la perception actuelle : ce sont des forces diffuses, obéissant à des logiques largement désincarnées qui constituent les menaces principales pour les droits de l'Homme. Ainsi, le vaste mouvement des « intégrismes religieux » est la première menace citée, notamment à droite, devant deux notions liées à la sphère de la mondialisation, « les difficultés économiques et financières », et « la pression des entreprises multinationales ». A l'inverse, les NTIC ne sont pas réellement identifiées pour l'heure comme une menace prioritaire, en dépit de certains débats récents sur la confidentialité des données personnelles sur le web.

### **3. La convergence du développement économique et des droits de l'Homme**

Il existe, pour l'opinion publique française, un lien fort entre développement économique et respect des droits de l'Homme. Cette relation se lit clairement dans le fait que près des trois quarts des Français considèrent que la crise économique actuelle constitue une menace directe pour le respect des droits de l'Homme dans le monde. Cette opinion est largement majoritaire partout, même si les personnes travaillant à leur compte – précisément ceux que l'on désigne parfois comme les « acteurs économiques » - sont relativement nombreux à nier un tel lien (46%).

De manière connexe, 49% des Français souscrivent à cette idée forte du respect des droits de l'Homme comme condition (et non pas simplement adjuvant) du développement économique, seuls 18% y voyant un frein. A une époque où certaines économies à forte croissance sont le fait de sociétés décrites comme se préoccupant peu des droits de l'Homme, il s'agit d'une attitude intéressante.

**En peu de mots, la conclusion de ce sondage est donc que la crise économique, loin d'estomper les préoccupations des Français en matière de défense des droits de l'Homme, leur a donné à la fois une nouvelle forme et une pleine actualité.**

**Jérôme Sainte-Marie**

Directeur associé de l'institut iSAMA

## LES DROITS DE L'HOMME MENACES EN PERIODE DE CRISE

Après une crise alimentaire puis une crise financière frappant de plein fouet de nombreux pays, le monde est confronté, depuis la fin de l'année 2008, à une crise économique et sociale généralisée, sans précédent depuis la dernière guerre. Née d'un dérèglement du système financier international apparu aux États-Unis, cette crise s'est « mondialisée » de proche en proche, comme une onde de choc.

Une crise (économique et sociale) alimentant une crise (morale et politique) – et inversement – le monde se retrouve, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, dans une situation d'instabilité chronique qui ébranle bien des certitudes optimistes sur l'évolution des sociétés humaines.

Ainsi, même si ses effets sont très différents d'une région du monde à une autre, la crise économique a-t-elle des conséquences dramatiques pour les populations les plus fragiles des pays en voie de développement comme des pays développés ou émergents. Des conséquences qui pourraient être aussi, à l'avenir, de nature politique, à travers l'exutoire des nationalismes et la multiplication des crises régionales. Cela, à l'échelle de toute la planète.

Dans un tel contexte, les droits de l'Homme sont l'objet d'attaques diverses : d'un côté, la mode est de dénoncer la « pensée unique » des droits de l'homme qui serait un frein aux adaptations nécessaires de la société mondialisée ; de l'autre, le relativisme culturel, qui va souvent de pair avec le repli identitaire, remet en cause l'universalité de principes consacrés en leur temps par la communauté internationale.

## CONSTRUIRE DES SOLUTIONS A PARTIR DES DROITS DE L'HOMME

Face à cette situation, alors que la communauté internationale semble avoir toutes les peines du monde à agir dans un sens commun, quelle est la réponse des droits de l'Homme ? Et, d'abord, le respect de ces droits, dans les bouleversements du monde contemporain, est-il encore un impératif tel que le déclarait Kofi Annan<sup>1</sup> en 2005, faisant des droits de l'Homme l'un des trois piliers d'un système rénové au service de la paix : « [...] le développement, la sécurité et les droits de l'Homme sont indissociables. [...] Outre que le développement, la sécurité et le respect des droits de l'Homme sont impératifs, ils se renforcent mutuellement. Les liens entre eux ne font que se resserrer à cette époque de progrès technologique rapide, d'interdépendance économique de plus en plus marquée, de mondialisation et de changements géopolitiques spectaculaires. » Plus que jamais, après l'échec de la réforme des Nations unies en 2005 et la crise mondiale de 2008, une véritable « gouvernance démocratique » de la planète s'impose, à travers la recherche de valeurs communes.

Face à ces nouveaux défis, la question de la pertinence d'une approche « Droits de l'Homme » est plus que jamais posée. Elle est d'abord posée aux États et à la communauté internationale, compte tenu de leurs responsabilités en la matière, étant reconnu le fait que les carences et les échecs en matière de gouvernance, à l'origine de la crise économique qui s'est déclenchée en 2008, expliquent en grande partie les violations des droits de l'Homme commises dans le monde. Mais elle est aussi posée aux gouvernements locaux (villes, régions, provinces...) qui, désormais, entendent se saisir du sujet des droits de l'Homme comme un impératif à respecter dans la définition des politiques locales ; elle est posée aux entreprises, aux financiers comme aux grands propriétaires terriens dans la mesure où la mondialisation a été trop souvent associée à un dumping social, aggravant les délocalisations, le chômage et l'exclusion ; enfin, elle est posée à chaque individu, là où il agit, collectivement ou individuellement.

1. Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, rapport sur la Réforme des Nations unies, 2005 :  
Dans une liberté plus grande : développement, sécurité et respect des droits de l'homme pour tous,  
<http://www.un.org/french/largerfreedom/>

## LES GRANDS THEMES DU FORUM MONDIAL 2010

Le Forum de Nantes s'intéressera à tous ces sujets dans leur actualité la plus vive. Non seulement pour décrire ou dénoncer les reculs et les attaques contre le droit et la justice favorisés par la crise économique mais, aussi, en ayant en tête cet « idéal commun » incarné par la Déclaration universelle des droits de l'Homme : cet espoir que l'action collective des femmes et des hommes, des individus et des organisations locales, nationales, régionales et internationales permette de construire ensemble un monde, « à l'échelle humaine », un monde fondé sur les valeurs de liberté et d'égalité, de justice et de solidarité.

Pour prendre toute la mesure de la crise et des menaces qu'elle porte en elle, mais aussi trouver des solutions pour agir ensemble, le 4<sup>e</sup> Forum mondial des droits de l'Homme entend privilégier plusieurs grands thèmes :

- **Rencontres Lascaux : De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles (28 et 29 juin)**

Pour la première fois, en partenariat avec le programme européen Lascaux : Impératif de la sécurité alimentaire et de l'accès à la terre, dans un contexte économique, social et environnemental (lié, notamment, au réchauffement climatique) défavorable pour les plus faibles.

- **Identités, minorités : vivre et agir ensemble dans la diversité (29 juin)**

La question de l'identité individuelle, de la diversité et du respect des minorités, dans le cadre d'un « vouloir vivre ensemble » au niveau local comme au niveau international.

- **Libertés d'expression et d'opinion : un combat permanent (30 juin)**

L'enjeu de la liberté d'expression sous ses diverses facettes : liberté politique, liberté d'information, liberté de conscience et de conviction, face à toutes les oppressions et toutes les intolérances.

- **Travail : défendre et renforcer le droit malgré la crise (1er juillet)**

La priorité de l'emploi, à travers le droit au travail et le droit du travail, en réponse à la crise.

## ONG INTERNATIONALES ET LOCALES SE DONNENT RENDEZ-VOUS AU FORUM MONDIAL DES DROITS DE L'HOMME

Le Forum offre aux ONG un espace de discussion et d'échanges pour partager leur expérience terrain, proposer leur analyse, créer des réseaux et échanger leurs bonnes pratiques. Spécialistes des droits de l'Homme, Solidarité internationale ou Humanitaires, toutes les ONG locales ou internationales se donnent rendez-vous pour apporter leur regard sur la situation des droits de l'Homme dans le monde, notamment :

### AMNESTY INTERNATIONAL

Créée en 1961, Amnesty International est un mouvement mondial oeuvrant pour le respect et la protection des droits humains énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Présente dans plus de 150 pays, Amnesty international compte près de 2,2 millions de membres et sympathisants. Essentiellement financée par ses membres et par les dons de particuliers, elle est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de tout intérêt économique et de toute croyance religieuse.

La mission d'Amnesty International vise à :

- Promouvoir l'ensemble des droits, indivisible et universels, énoncés dans la DUDH
- Prévenir et dénoncer les graves atteintes à l'ensemble des droits humains
- Défendre les victimes des ces violations et exiger réparation

Pour cela, Amnesty International mène des enquêtes qui donnent lieu à la publication régulière de communiqués et rapports. Ces informations sont à la source des pressions exercées sur les autorités et décideurs, de la sensibilisation du public et de la mobilisation des militants dans l'ensemble des actions de l'organisation.

**Xavier Guillauma** - Membre du Bureau exécutif d'Amnesty International - Représentant de la Maison des Citoyens du Monde de Nantes au sein du Conseil d'administration du SPIDH organisateur du Forum mondial.

*"A quoi sert le Forum ? Il est utile à un avocat sénégalais impliqué dans le procès instruit contre l'ancien Président du Tchad Hissène Habré accusé de crimes de guerres, lorsqu'il rencontre des homologues d'autres continents, ou des spécialistes du droit pénal international, pour mieux préparer ses arguments et son dossier à charge."*

*Il est utile lorsqu'une représentante de l'ONU rencontre plusieurs défenseurs des droits humains de la région des Grands Lacs, et organise pour eux une réunion de formation 6 mois plus tard dans leur zone d'activité.*

*Nantes, où fut signé un édit de tolérance en 1598 pour accorder la liberté de religion en France, Nantes, une ville qui ausculte son passé de port négrier avec lucidité et qui prépare pour 2011 l'ouverture d'un Mémorial, Nantes contribue avec le Forum à porter les valeurs de liberté et de dignité contenues dans les droits de l'Homme, valeurs universelles.*

*Amnesty International a été fondée à Nantes par Pierre Bridonneau, ancien résistant et ancien déporté, et encore aujourd'hui impliqué pour lutter contre le négationnisme. Pour résister et défendre des valeurs, les interactions sont nombreuses à Nantes entre les militants des ONG, les élus, les universitaires, les professionnels du droit, pour contribuer à construire un monde plus juste."*

## **MEDECINS DU MONDE**

*Soigner et témoigner*

Médecins du Monde soigne les populations les plus vulnérables, les victimes de conflits armés, de catastrophes naturelles, ceux et celles que le monde oublie peu à peu.

Association de solidarité internationale, l'action de MDM repose sur l'engagement de bénévoles et de volontaires, logisticiens, médecins, infirmières, sages-femmes...

Association indépendante, Médecins du Monde agit au-delà du soin. Elle dénonce les atteintes à la dignité et aux droits de l'Homme et se bat pour améliorer la situation des populations.

Médecins du Monde conduit des actions partout dans le monde : à l'international, dans plus de 60 pays, mais aussi en France (centres de soins, missions mobiles, adoption et parrainage dans les hôpitaux) et dans les 14 pays du réseau Médecins du Monde.

**Dr. Philippe Jarrouse**, Délégué Régional de Médecins du Monde Pays de la Loire.

*"Accueillir l'autre dans sa différence et lui permettre d'accéder à tous ses droits humains, voilà pourquoi MdM Nantes s'engage au Forum sur le refus de la misère des Roms et pour un droit à la santé des personnes sans-papiers en Europe."*

## **PEUPLES SOLIDAIRES**

Peuples Solidaires (en association avec ActionAid)

*[Agir pour les droits. Vaincre la pauvreté.]*

Fondée en 1983, Peuples Solidaires est une association de solidarité internationale.

Ses 10 000 membres et 70 groupes locaux soutiennent les hommes et les femmes qui, partout dans le monde, luttent pour leurs droits. Peuples Solidaires informe le public, mobilise les citoyens, alerte les médias, fait pression sur les décideurs et appuie les organisations de la société civile au Sud. Ses deux priorités sont la souveraineté alimentaire (droit à l'alimentation, accès à la terre, soutien à l'agriculture familiale) et les droits de l'Homme au travail (dignité au travail, salaire minimum vital, liberté syndicale). Depuis 2009, Peuples Solidaires est associé au réseau international ActionAid, présent dans 50 pays.

[www.peuples-solidaires.org](http://www.peuples-solidaires.org)

**Maude Feral**, Directrice.

*"Le Forum des droits de l'Homme est une occasion de mettre en avant les thèmes de travail qui nous mobilisent : la souveraineté alimentaire et les droits de l'Homme au travail. Pour cette édition, nous organisons deux tables rondes, l'une sur "la santé et la protection de la vie au travail", et l'autre sur "les femmes premières victimes des atteintes au droit du travail". Sur la base de regards croisés Nord/Sud, l'objectif sera de rappeler l'importance du respect des droits sociaux et économiques dans l'éradication de la pauvreté, droits que Peuples Solidaires défend et promeut dans le cadre de ses appels urgents et ses campagnes de long terme."*

## LES GRANDS DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME PARTICIPENT AU FORUM (liste des invités en document joint)



### SHIRIN EBADI

Shirin Ebadi, première femme juge d'Iran contrainte d'abandonner ses fonctions après la Révolution islamique de 1979, avocate et professeur à l'Université de Téhéran, militante active des droits de l'Homme, fondatrice en 1995 de l'Association de soutien aux droits de l'enfant et, en 2001, du Centre des défenseurs des droits de l'Homme dont elle devient présidente, Prix Nobel de la Paix 2003.



### REBIYA KADEER

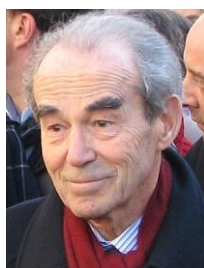
Rebiya Kadeer, représentante en exil de la communauté ouïghour du Turkestan oriental, province du Xinjiang (République populaire de Chine). Femme entrepreneur malgré une double difficulté - être femme et ouïghoure, dans une région où ils sont pourtant majoritaires - elle est nommée représentante à la 4<sup>e</sup> Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes à Pékin en 1995. Elle est également élue à la Conférence consultative du peuple chinois. Mais elle utilise les prérogatives liées à son mandat pour condamner le comportement de la police qui a tiré sur des manifestants ouïghours en février 1997. D'abord privée de ses mandats, elle est finalement arrêtée en 1999 et condamnée à huit ans de prison. Libérée en 2005, elle prend la route de l'exil aux États-Unis. Elle est élue en 2006 à la présidence du Congrès mondial des Ouïghours, une organisation internationale chargée de représenter les intérêts du peuple ouïghour. Trois de ses enfants sont aujourd'hui en prison. Accusée d'avoir fomenté les émeutes au Xinjiang en juin 2009, elle interpelle la communauté internationale sur la répression qui a suivi la disparition et l'exécution de dissidents ouïghours.



### RAJAGOPAL PV

Leader des paysans indiens « sans terre », et président du mouvement Ekta Parishad (un million de sympathisants). D'abord danseur célèbre de kathakali, il décide de mettre en pratique les principes de vie gandhiens dans lesquels il a été élevé. En 1969, il obtient son diplôme d'ingénieur agricole et se porte volontaire pour une mission dans la Chamber Valley connue pour être un repaire de bandits (dacoits) qu'il va convaincre, pour plus d'un millier d'entre eux, de déposer les armes. Enquêtant à la demande de la Cour suprême sur le problème des travailleurs asservis, il prend conscience que la lutte contre la violence n'est efficace que si elle est accompagnée d'un combat contre la pauvreté, l'exploitation et la corruption. En 1991, il crée Ekta Parishad (Forum uni), organisation qui rassemble les sans voix de l'Inde : les intouchables ou dalits, les paysans sans terre ou victime de la servitude pour dette... L'objectif premier d'Ekta Parishad est d'obtenir une réforme agraire pour que les petits paysans et les communautés tribales aient accès à la terre. Il revendique notamment la mise en place d'une autorité nationale chargée de la terre ayant compétence pour régler les litiges. L'une des méthodes de lutte est l'organisation de grandes marches de protestation non-violente – padyatra - comme celle qui a rassemblé 25 000 marcheurs en octobre 2007 jusqu'à Delhi. La prochaine grande marche, Jan Satyagraha, devrait rassembler en 2012 plus de 100 000 marcheurs du monde entier.

Rajagopal P.V. est aussi secrétaire de la Gandhi Peace Foundation (Delhi) et président du Comité pour la campagne nationale des travailleurs ruraux.



### ROBERT BADINTER

Avocat, sénateur, ancien garde des Sceaux et ancien président du conseil constitutionnel, il s'est battu en faveur de la réinsertion des détenus et contre la peine de mort dont il obtient l'abolition en France le 30 septembre 1981. Robert Badinter exposera, dans le cadre du Forum mondial, un propos sur le thème "Contre la pénalisation de l'homosexualité".



### LUBNA HUSSAIN

Journaliste (Soudan), travaillant pour la Mission des Nations unies au Soudan, condamnée au fouet (peine commuée en peine d'emprisonnement) pour avoir porté un vêtement jugé indécent (pantalon) par les autorités soudanaises, menacée de mort dans son pays, elle a quitté le Soudan et publié un livre *40 coups de fouet pour un pantalon* (Ed. Plon), elle dénonce la situation des femmes au Soudan et combat notamment pour l'abolition de l'article 152 du Code pénal soudanais permettant d'arrêter et de punir les femmes pour port de vêtement indécent, notion appréciée arbitrairement par les autorités.

## LES ACTEURS DES DROITS DE L'HOMME ORGANISENT LEURS TABLES RONDES

Le Forum des droits de l'Homme offre aux différents acteurs un espace unique de débat et de réflexion où elles organisent leurs propres tables-rondes et proposent d'aborder les thématiques de leur choix.

*Retrouvez le programme complet des tables rondes en document joint.*

### Focus sur...

#### LES RENCONTRES LASCAUX

Lundi 28 et mardi 29 juin 2010

**Colloque De la terre à l'aliment / Des valeurs aux règles** (Dossier de presse en document joint)

<http://www.droit-aliment-terre.eu/>

Pour la 1<sup>ère</sup> fois, le Forum mondial des droits de l'Homme développera un axe de travail spécifique en partenariat avec le programme de recherche européen LASCAUX (Droit-Aliment-Terre) où chercheurs, ONG, politiques, citoyens débattront sur les questions du droit agroalimentaire.

« Lascaux » est un Programme de recherche européen dirigé par F. Collart Dutilleul, professeur de droit privé à l'Université de Nantes et membre de l'Institut Universitaire de France. Il a pour but de « mettre le droit au service du développement durable et équitable du secteur agricole et alimentaire des pays pauvres et des pays riches. ».

Ce Programme vise à faire un diagnostic précis des crises alimentaires que connaît le monde en « recherchant les causes juridiques des crises alimentaires et des problèmes liés à l'alimentation dans le monde, et à diffuser les connaissances sur le droit de l'alimentation ». Il mobilise près d'une centaine de chercheurs (juristes, économistes, sociologues, historiens, anthropologues), répartis sur tous les continents.

#### ENFANTS PAUVRES ET FAMILLES MONOPARENTALES :

##### QUAND L'EXERCICE DE LA RESPONSABILITE FAMILIALE EST EMPECHE

Mardi 29 juin 2010 - Salle 120

**Organisateur : Conseil général de Loire-Atlantique (France).**

L'Égalité, en dignité et en droits, de tous les êtres humains est un principe intangible de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Pour autant, ce principe se trouve confronté à la diversité humaine, tant en terme d'histoire des peuples, de géographie qu'en termes de conséquences de choix philosophiques, religieux, orientations sexuelles... Ce principe d'Égalité est particulièrement bafoué pour les femmes et les enfants dans des situations de familles monoparentales ou de mères célibataires.

La table ronde proposée par le Conseil général de Loire-Atlantique a pour thème la situation des femmes seules et de leurs enfants dans le monde : femmes « mères-célibataires », femmes « chefs de famille monoparentale » ou femmes « veuves »... Quelle est leur réalité, en France, au Maroc ou en Afghanistan ?

#### COALITION INTERNATIONALE DES VILLES CONTRE LE RACISME.

##### VILLES ET CRISE MONDIALE : COMMENT PROTEGER LES DROITS DE L'HOMME ?

Mardi 29 juin 2010 - Salle 450

**Organisateur : UNESCO / SHS.**

La Coalition internationale des villes contre le racisme est une initiative lancée par l'UNESCO en mars 2004 pour établir un réseau de villes souhaitant partager leurs expériences pour améliorer leur politique de lutte contre le racisme, la discrimination et la xénophobie.

La table ronde organisée par l'UNESCO réunira ainsi des représentants des coalitions régionales et permettra d'échanger sur le défi auquel les villes doivent faire face lorsqu'elles sont confrontées au racisme et à la discrimination notamment en période de crise économique et financière, mais aussi leurs effets sur la cohésion sociale, la xénophobie et l'exclusion. Cette table ronde permettra également de partager des expériences sur des actions municipales concrètes et adaptées aux effets de la crise sur la discrimination et le racisme, menées dans le cadre de plans d'action régionaux.

## DES EXPOSITIONS UNIQUES POUR DÉFENDRE LES DROITS DE L'HOMME

Le Forum accueillera pendant toute la durée des rencontres, 4 expositions photographiques proposées par Amnesty International, Médecins du Monde et l'ECPM (Ensemble contre la peine de mort). « Sans papiers » en Europe, Roms, dignité & pauvreté ou, encore, peine de mort, les photos et documents s'attachent à interpeller les visiteurs pour les sensibiliser aux droits fondamentaux des individus, seuls ou en communautés. Les expositions viennent également soutenir la présence des ONG aux tables-rondes organisées - souvent par elles - dans le cadre du Forum.

### Regard sur...

#### « EXIL, EXIT ? VIVRE SANS PAPIERS EN EUROPE »

Installation photographique proposée par **Médecins du Monde**.

« Exil, Exit ? Vivre sans papiers en Europe » est une installation photographique itinérante dont le but est de mettre en avant les conditions de vie et les difficultés d'accès aux soins des « sans-papiers » sur le territoire européen.

Le photographe Olivier Jobard (de l'agence Sipa Press) a réalisé une série de reportages photos et vidéos en parcourant la France (Paris et sa région, Marseille, Bordeaux, Mayotte), la Grèce, la Suède et Malte. Des reportages mis en scène dans deux espaces originaux invitent les spectateurs à s'interroger sur la condition des « sans-papiers » en Europe.



#### « DIGNITE - DROITS HUMAINS ET PAUVRETE »

Exposition proposée par **Amnesty International**. Photographes de l'ex-Collectif L'Oeil public.

En 2009, dans le cadre de la campagne mondiale « Exigeons la dignité » destinée à mettre un terme aux atteintes aux droits humains qui perpétuent la pauvreté, Amnesty International France lance le projet photographique « Dignité – Droits humains et pauvreté ».

L'exposition s'articule autour de 5 reportages symbolisant 5 droits humains fondamentaux : la terre (en Inde), l'identité (en Macédoine), le logement (au Nigeria), la santé (en Egypte) et la sécurité (au Mexique).

Chacun de ces reportages évoque ainsi plus particulièrement une de ces problématiques, tout en démontrant leur interdépendance : la violation de ces droits est à la fois l'origine et la résultante de violations d'autres droits humains.



## LES PARTENAIRES DU FORUM DE NANTES LES PARTENAIRES DU FORUM DE NANTES



Avec le soutien du  
Secteur des sciences  
sociales et humaines

Le 4<sup>e</sup> Forum mondial des droits de l'Homme est placé sous le haut patronage de l'Organisation des Nations unies pour les Sciences, l'Éducation et la Culture (UNESCO) / Secteur des sciences humaines et sociales [www.unesco.org](http://www.unesco.org)

Il est organisé par le Secrétariat international permanent *Droits de l'Homme et gouvernements locaux*, 34, rue Fouré. 44000 Nantes. T +33 (0)2 51 83 70 10. F +33 (0)2 51 84 82 75. Courriel : [secretariat@spidh.org](mailto:secretariat@spidh.org). Site internet : [www.spidh.org](http://www.spidh.org)

En co-réalisation avec La Cité – Nantes Events Center. [www.lacite-nantes.fr](http://www.lacite-nantes.fr)

### AVEC LE SOUTIEN FINANCIER DE :

- Nantes Métropole [www.nantesmetropole.fr](http://www.nantesmetropole.fr)
- Région des Pays de la Loire [www.paysdelaloire.fr](http://www.paysdelaloire.fr)
- Département de Loire-Atlantique [www.cg44.fr](http://www.cg44.fr)
- Ministère français des Affaires étrangères et européennes [www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)
- Organisation internationale de la Francophonie (OIF) [www.francophonie.org](http://www.francophonie.org)
- Caisse des dépôts [www.caissedesdepots.fr](http://www.caissedesdepots.fr)

### ET LA PARTICIPATION DE :

- Ville de Nantes [www.nantes.fr](http://www.nantes.fr)
- Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) [www.cities-localgovernments.org](http://www.cities-localgovernments.org)
- Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) / Alliance mondiale des villes contre la pauvreté / World Alliance of Cities against Poverty – WACAP – Genève [www.undp.org](http://www.undp.org)
- Maison des citoyens du monde de Nantes [www.maisondescitoyensdumonde.org](http://www.maisondescitoyensdumonde.org)
- Ordre des avocats / Barreau de Nantes [www.barreau-nantes.avocat.fr](http://www.barreau-nantes.avocat.fr)
- Université de Nantes [www.univ-nantes.fr](http://www.univ-nantes.fr)

Le Forum mondial des droits de l'Homme remercie Amnesty International – section française pour son hospitalité et son engagement à ses côtés, de même que la FIDH et toutes les organisations qui participent à sa réalisation.

